

## LETTRE OUVERTE DE LA PART D'ENTREPRISES A L'ATTENTION DES DIRIGEANTES ET DIRIGEANTS DU G20

### FAQ - Foire aux questions :

Vous trouverez ci-après une série de questions-réponses sur la lettre ouverte adressée par les entreprises de « We Mean Business Coalition » aux dirigeantes et dirigeants du G20. Les entreprises enjoignent les dirigeantes et dirigeants du G20 à montrer la voie en jouant un rôle moteur dans la lutte contre le réchauffement climatique en cette période cruciale qui précède la COP26. Cette FAQ répond aux questions sur le contenu de la lettre ouverte, la façon dont celle-ci sera utilisée, ses modalités de publication et la manière dont les entreprises peuvent la signer. Pour toute autre question, n'hésitez pas à nous écrire à [policy@wemeanbusinesscoalition.org](mailto:policy@wemeanbusinesscoalition.org).

Nous vous invitons à consulter notre [site web](#) pour connaître les actions que votre entreprise peut prendre pour réduire ses émissions dans le cadre de ses opérations et de ses chaînes d'approvisionnement. Vous y découvrirez également comment faire du changement climatique une thématique récurrente dans les opérations courantes des entreprises.

#### 1. Q : Comment mon entreprise peut-elle signer la lettre ?

R : Il suffit de remplir [ce formulaire](#) pour ajouter le nom de votre entreprise à la liste des signataires. Les personnes qui remplissent le formulaire doivent être habilitées à signer au nom de leur entreprise.

#### 2. Q : Dans quel contexte la lettre ouverte est-elle écrite ?

R : En 2021, le sommet du G20 a lieu sous présidence italienne.<sup>1</sup> Il est organisé dans une période d'instabilité mondiale, en pleine pandémie de Covid-19 et dans un contexte marqué par l'émergence de crises climatiques auxquelles sont confrontés de nombreux pays. Au cœur de la présidence italienne se trouve un programme ambitieux pour le développement durable, qui met l'accent sur l'impossibilité de reporter davantage les engagements internationaux pour lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement.

Comme indiqué dans l'Accord de Paris, tous les pays doivent revoir leurs objectifs de réduction des émissions d'ici 2030 en vue d'atteindre zéro émission nette d'ici 2050. Pour que l'objectif de l'Accord de Paris de maintenir l'augmentation de la température globale en dessous de 1,5 °C reste atteignable, il est indispensable que ces engagements soient révisés. Plusieurs pays du G20 ont déjà annoncé leurs objectifs révisés pour 2030 (les « contributions déterminées au niveau national », ou « CDN », selon l'Accord de Paris), mais il faut se montrer plus ambitieux si l'on veut réduire l'écart afin de limiter la hausse des températures sur terre à 1,5 °C.

---

<sup>1</sup> Liste des pays membres du G20 : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Corée du Sud, Royaume-Uni, Russie, Turquie, et Union européenne.

La science a progressé depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris en 2016. De plus, le rapport historique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C<sup>2</sup> a souligné l'importance de maintenir cet objectif. Pour y parvenir, il faudrait atteindre zéro émission nette de CO<sub>2</sub> à l'échelle mondiale d'ici 2050. Il faut donc que tous les pays, en particulier les principaux émetteurs, réduisent davantage leurs émissions. Publié début août 2021, le rapport du groupe de travail 1 du GIEC sur les éléments scientifiques du changement climatique souligne l'urgence de l'action à mener pour lutter contre le changement climatique.

### **3. Q : Quel est l'objectif de la lettre ouverte ?**

**R :** L'objectif de cette lettre est de mobiliser les entreprises - PME et multinationales, y compris celles établies dans les pays du G20 - pour qu'elles s'adressent d'une seule et même voix aux dirigeantes et dirigeants du G20, en exprimant, à quelques mois de la COP26, leur souhait de voir les pays du G20 montrer la voie dans la lutte contre le changement climatique.

Cette lettre souligne les opportunités qu'une transition gérée avec rigueur a à offrir, ainsi que les formidables avantages d'une action pour le climat. En prenant aujourd'hui les bonnes décisions politiques, il est possible de stimuler les investissements et d'inciter les entreprises à choisir des solutions en faveur du climat dans les pays du G20. La lettre met l'accent sur l'importance de la collaboration pour bâtir des économies plus fortes, justes et résilientes, et des économies positives pour la nature : en apportant la prospérité et en créant des emplois décents, tout en protégeant la santé et la planète.

En s'exprimant d'une même voix, les entreprises adressent un message fort aux décideurs politiques pour les convaincre de la nécessité de rehausser les ambitions climatiques et de lever les obstacles entravant l'action accélérée des entreprises pour le climat.

### **4. Q : Pourquoi la lettre se concentre-t-elle sur ces mesures de politiques ?**

**R :** Dans leur lettre, les entreprises en appellent aux pays du G20 pour qu'ils renforcent leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) en vue de réduire au moins de moitié les émissions mondiales d'ici 2030, et qu'ils s'engagent à atteindre zéro émission nette d'ici 2050. Pour la préparation de cette lettre, les dernières analyses et modélisations scientifiques ont été prises en compte, y compris les trajectoires du rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C et le rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) « Net-Zero by 2050 ». La lettre identifie plusieurs mesures clés qui sont indispensables pour atteindre ces objectifs.

Toutes les actions réclamées par les signataires font l'objet de discussions animées au sein du G20 cette année. En soutenant fermement ces actions, les entreprises confortent les pays du G20 dans l'idée que des décisions importantes doivent être prises pour que ces actions puissent voir le jour.

---

<sup>2</sup> <https://www.ipcc.ch/sr15/>

Renforcez les contributions déterminées au niveau national (CDN) pour réduire au moins de moitié les émissions mondiales d'ici 2030, et engagez-vous à atteindre zéro émission nette d'ici 2050. Nous vous prions instamment de publier au plus tôt des stratégies à long terme détaillant vos trajectoires aux horizons 2030 et 2050. *Afin de maintenir l'objectif de 1,5 °C de l'Accord de Paris, le rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C<sup>3</sup> a souligné l'importance de réduire de moitié les émissions mondiales d'ici 2030<sup>4</sup>. Les engagements nationaux pour 2030 et 2050, accompagnés de leurs plans de mise en œuvre détaillés, sont considérés comme essentiels pour nous mettre sur une trajectoire crédible et alignée sur ces objectifs.*

- Engagez-vous à mettre immédiatement fin au développement et au financement de nouvelles centrales à charbon et élaborez des plans d'élimination progressive de la production d'électricité à partir du charbon d'ici 2030 dans les économies avancées, et d'ici 2040 dans les autres pays. En parallèle, soutenez l'électrification des transports et l'adoption des énergies renouvelables dans tous les secteurs. Supprimez les obstacles qui empêchent les entreprises d'acheter de l'électricité 100 % renouvelable ; vous leur permettrez ainsi d'accélérer leur transition vers les énergies propres et d'investir à des niveaux supérieurs aux seuils actuellement fixés par la réglementation dans de nombreuses juridictions. *La décarbonation du système énergétique jouera un rôle crucial dans la réalisation de l'objectif de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement de la planète à +1,5 °C. Dans son rapport de 2021 intitulé « Net Zero by 2050 »<sup>5</sup> (Zéro émission nette d'ici 2050), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) indique que l'objectif « zéro émission nette d'ici à 2050 » ne pourra être atteint qu'à condition d'opérer des changements urgents dans le système énergétique. Le rapport souligne également les décisions politiques à prendre de toute urgence pour abandonner la production d'électricité à partir du charbon et soutenir les investissements dans les énergies renouvelables. Le rapport précise que toutes les centrales au charbon sans dispositif d'atténuation devront être abandonnées d'ici 2030 dans les économies avancées, et d'ici 2040 dans les marchés émergents et les économies en développement<sup>6</sup>. Aligned les finances publiques, les dépenses de relance liées à la pandémie de Covid-19 et les politiques fiscales sur une trajectoire de 1,5 °C, en offrant un soutien adéquat aux mesures d'adaptation et de résilience. Parmi les mesures importantes à prendre :*

- Respectez les engagements publics actuels sur le financement de la lutte contre le changement climatique, comme les 100 milliards de dollars US destinés aux pays en développement. La mise en place de niveaux suffisants de financements publics internationaux en faveur de la lutte contre le changement climatique peut contribuer à faire naître de nouveaux marchés pour des financements privés, en stimulant les investissements en faveur d'infrastructures vertes résilientes au climat et de solutions fondées sur la nature.

*L'engagement de 100 milliards de dollars US est indiqué dans l'Accord de Paris. Il est nécessaire pour soutenir les efforts des pays en développement pour lutter contre le changement climatique. Donnez des signaux prix appropriés en supprimant les subventions aux combustibles fossiles, idéalement d'ici 2025, et en fixant un prix*

<sup>3</sup> <https://www.ipcc.ch/sr15/>

<sup>4</sup> « Dans les trajectoires qui limitent le réchauffement planétaire à 1,5 °C sans dépassement ou avec un dépassement minime, les émissions anthropiques mondiales nettes de CO<sub>2</sub> diminuent d'environ 45 % depuis les niveaux de 2010 jusqu'en 2030 (intervalle interquartile : 40–60 %), devenant égales à zéro vers 2050 (intervalle interquartile : 2045–2055). » Extrait du rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C, Résumé à l'intention des décideurs, p. 18. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf)

<sup>5</sup> <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>. Voir le schéma page 20.

<sup>6</sup> IEA (2021), p. 165.

substantiel du carbone. Ce prix doit refléter l'ensemble des coûts liés aux effets du changement climatique et s'intégrer dans le cadre de moyens d'action plus vastes pour soutenir les investissements dans les technologies propres et l'innovation.

- *L'alignement des finances publiques et des systèmes fiscaux sur une trajectoire de 1,5 °C exigera la mise en place de politiques qui envoient les bons signaux aux marchés. En combinant la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles d'ici 2025 avec des moyens d'action fixant un prix substantiel du carbone, le G20 contribuerait à la réorientation des dépenses vers les technologies essentielles à la transition économique<sup>7</sup>. Un calendrier fixant 2025 comme année butoir pour la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles serait cohérent avec la trajectoire de l'AIE vers des émissions nettes égales à zéro d'ici 2050, selon laquelle cette action devra se réaliser « dans les prochaines années »<sup>8</sup>. Imposez aux entreprises un cadre de reporting financier sur les risques et opportunités liés au climat. En plus d'améliorer la transparence, ces mesures permettront de prendre des décisions plus éclairées pour la fixation des prix et l'affectation de capitaux, et encourageront, in fine, l'orientation des investissements vers des activités plus durables.*

*Les marchés financiers ont besoin d'informations claires, complètes et de qualité sur les effets du changement climatique : risques et opportunités induits par la hausse des températures, politiques liées au climat, technologies émergentes dans un monde en mutation...*

*Des milliers d'entreprises dans le monde et de nombreux pays soutiennent les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD) qui préconisent une amélioration et une augmentation du reporting climat.*

## **5. Q : Pourquoi la lettre ouverte vise-t-elle spécifiquement les pays du G20 ?**

**R :** Les entreprises ont besoin de clarté de la part des dirigeantes et des dirigeants du G20 pour accélérer l'action climatique. Le rythme et l'ampleur de ces actions doivent en effet être suffisants pour contribuer à réduire les émissions mondiales de moitié d'ici 2030, et favoriser ainsi la création d'emplois, la croissance ainsi qu'une économie plus saine et plus résiliente.

Le G20 représente environ 90 % du PIB mondial et près de 80 % du commerce mondial et des émissions de gaz à effet de serre. Outre sa responsabilité collective unique, le G20 a l'occasion de se distinguer sur la scène internationale en montrant la voie dans la lutte déterminée à mener contre le changement climatique, sans laisser personne pour compte.

Le sommet du G20 se tiendra à Rome les 30 et 31 octobre, et réunira les cheffes et chefs d'État des pays membres du G20. Organisé à la veille de la COP26, le sommet offre aux grandes économies une tribune politique importante pour afficher leurs ambitions climatiques et leur engagement pour atteindre l'objectif fixé par l'Accord de Paris - à savoir de contenir le réchauffement de la planète en

<sup>7</sup> [https://assets.bbhub.io/professional/sites/24/BNEF-Climate-Policy-Factbook\\_FINAL.pdf](https://assets.bbhub.io/professional/sites/24/BNEF-Climate-Policy-Factbook_FINAL.pdf)

<sup>8</sup> IEA (2021), p. 139. Disponible à l'adresse suivante : [https://iea.blob.core.windows.net/assets/beceb956-0dcf-4d73-89fe-1310e3046d68/NetZero2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector\\_CORR.pdf](https://iea.blob.core.windows.net/assets/beceb956-0dcf-4d73-89fe-1310e3046d68/NetZero2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector_CORR.pdf)

dessous de 1,5 °C. En envoyant un signal fort à la communauté mondiale, le message aidera à catalyser de nouvelles ambitions pour que la COP26 soit un succès.

**6. Q : Que font les grandes économies pour réduire leurs émissions ?**

**R :** Le Royaume-Uni, l'UE, le Japon, le Canada, l'Argentine et les États-Unis ont revu leurs CDN à la hausse au cours de cette dernière année. Ainsi, en décembre 2020, l'UE a relevé son objectif de réduction de ses émissions dans sa CDN, passant de 40 % à au moins 55 % de réduction d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Pour sa CDN, le Royaume-Uni entend réduire d'ici 2030 ses émissions de 68 % (contre 53 %) par rapport aux niveaux de 1990. En début d'année, les États-Unis ont annoncé leur objectif de vouloir réduire d'ici 2030 leurs émissions de gaz à effet de serre de 50 à 52 % par rapport aux niveaux de 2005. Si la Corée du Sud et le Japon se sont engagés à atteindre des émissions nettes égales à zéro d'ici 2050, la Chine s'engage à atteindre zéro émission nette avant 2060.

Lors de la réunion ministérielle du G20 sur le climat et l'énergie qui s'est tenue à Naples les 22 et 23 juillet, les ministres du G20 qui ne l'avaient pas encore fait ont annoncé leur intention de réviser ou de communiquer, d'ici la COP26 (qui commence le 1er novembre), des CDN ambitieuses et des stratégies visant à atteindre des émissions nettes nulles à long terme.<sup>9</sup> À la date où nous publions, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, la Turquie et la Corée du Sud doivent communiquer de nouveaux engagements ou réviser leurs CDN dans les prochains mois.

**7. Q : Acceptez-vous que l'on modifie la lettre ?**

**R :** Non, nous n'acceptons pas que la lettre soit modifiée. Nous l'avons en effet rédigée en concertation avec plusieurs organisations et entreprises impliquées. Les entreprises qui souhaiteraient étoffer le message ou le personnaliser pour l'adapter à un pays ou un secteur en particulier sont invitées à le faire dans le cadre de leur communication d'entreprise. Les entreprises intéressées peuvent également saisir les opportunités de communication présentées aux questions 17 à 19.

**8. Q : Faut-il indiquer le nom des CEO, DG ou PDG, ou simplement le nom de chaque société ?**

**R :** Le nom de la société suffit.

**9. Q : Quels sont les critères qu'une entreprise doit respecter pour signer la lettre ?**

**R :** Quelle que soit leur taille ou leur implantation géographique, toutes les entreprises sont invitées à signer la lettre. L'entreprise signataire doit juste être présente dans au moins un des pays du G20. Les grandes entreprises comme les PME sont encouragées à signer.

Lorsque vous remplissez le formulaire, merci d'indiquer dans quel(s) pays du G20 votre entreprise est actuellement présente, exerce des activités ou mène des opérations, et de préciser si votre entreprise est une PME.

---

<sup>9</sup> [https://www.g20.org/wp-content/uploads/2021/07/2021\\_G20-Energy-Climat-joint-Ministerial-Communique.pdf](https://www.g20.org/wp-content/uploads/2021/07/2021_G20-Energy-Climat-joint-Ministerial-Communique.pdf)

**10. Q : Cette lettre est-elle ouverte à toutes les entreprises ou uniquement aux sociétés membres de We Mean Business Coalition ?**

**R :** Cette lettre est ouverte à toutes les entreprises, quel que soit leur lien avec We Mean Business Coalition ou ses organisations membres.

**11. Q : Pourquoi demander des informations sur le chiffre d'affaires et les effectifs des entreprises ?**

**R :** A travers cette lettre ouverte, nous cherchons à relayer les ambitions fortes d'entreprises du monde entier. Ces informations serviront à collecter des données sur la répartition géographique, la taille et le revenu cumulé de l'ensemble des entreprises qui soutiennent la lettre. Seuls des chiffres globaux seront utilisés, les statistiques ou données individuelles des entreprises ne seront pas divulguées.

Si vous avez la moindre question ou inquiétude à ce sujet, n'hésitez pas à nous écrire à : [policy@wemeanbusinesscoalition.org](mailto:policy@wemeanbusinesscoalition.org).

**12. Q : Comment seront utilisées mes données personnelles ?**

**R :** Les données personnelles recueillies dans le cadre de cette procédure de signature seront utilisées pour communiquer avec le représentant ou la représentante pour effectuer un suivi des éventuelles actions de communication ou opérations médias en rapport avec cette lettre. Ces données seront traitées conformément aux règles de protection des données. N'oubliez pas de prendre connaissance de notre [politique de protection des données](#) avant de cocher la case correspondante dans le formulaire de signature.

**13. Q : Est-il possible de partager cette lettre avec nos homologues et nos fournisseurs ?**

**R :** Oui, nous vous encourageons à en parler avec votre réseau. Nous vous demandons cependant de ne pas partager publiquement cette lettre et les documents associés, la publication de la lettre étant sous embargo jusqu'à sa publication en septembre.

**14. Q : À qui la lettre s'adresse-t-elle ?**

**R :** Cette lettre s'adresse principalement aux dirigeantes et dirigeants politiques de l'ensemble des pays du G20 qui participeront aux préparatifs du sommet du G20 en octobre et des négociations de la COP26 en novembre.

La lettre ouverte permettra également d'envoyer un message fort en amont de la COP26 sur les ambitions des entreprises. Elle présentera par conséquent un intérêt majeur pour le reste de la communauté internationale, pour les institutions liées aux Nations unies ainsi que toutes les entreprises et autres intéressés aux niveaux mondial, régional et national.

**15. Q : Jusqu'à quelle date peut-on signer la lettre ouverte ?**

**R :** La date limite à laquelle la lettre peut être signée est fixée au mercredi 8 septembre 2021, 23h59, heure de l'Est. Si vous rencontrez des difficultés pour signer d'ici la date butoir, veuillez écrire à [policy@wemeanbusinesscoalition.org](mailto:policy@wemeanbusinesscoalition.org).

**16. Q : Quelle est la date de publication prévue ?**

**R :** La lettre devrait être publiée aux alentours de la [Semaine du climat à New York](#) qui aura lieu du 20 au 26 septembre. Les derniers détails du plan de lancement doivent encore être réglés (plus d'informations suivront).

Le choix de cette date est motivé par la volonté d'assurer un soutien fort de la part des entreprises avant le sommet du G20 à la fin du mois d'octobre.

**17. Q : Les médias seront-ils associés à la publication de la lettre ?**

**R :** Oui. En plus d'un communiqué de presse, We Mean Business Coalition et ses partenaires organisent une campagne média et digitale solide autour de cette lettre ouverte. Dès la publication, nous assurerons la promotion de la lettre et des contenus associés sur les réseaux sociaux. Les signataires seront invités à relayer la lettre et mettre en avant leur participation dans leur communication d'entreprise afin de créer une véritable caisse de résonance. Ils pourront s'appuyer sur les ressources qui leur seront transmises à l'approche de la publication. En signant la lettre, vous devez donner votre accord pour que le nom de votre organisation puisse figurer sur cette déclaration et y être associé sur plusieurs plateformes.

**18. Q : Mon CEO, DG, PDG ou les dirigeantes et dirigeants de mon organisation auront-ils l'occasion d'être présentés dans les médias ?**

**R :** Oui, nous avons prévu une campagne de communication solide et chercherons à mettre en avant, dans divers médias, les dirigeantes et dirigeants de sociétés alignées sur l'objectif de 1,5 °C. Ces actions de communication viendront appuyer la lettre et renforcer sa portée lors de sa publication, et après, en vue du sommet du G20 les 30 et 31 octobre.

Lorsque vous remplissez le formulaire d'inscription, si vous souhaitez que nous vous contactions pour vous faire part d'opportunités de communication, n'oubliez pas de cocher la case correspondante. Les citations de cheffes et chefs d'entreprise exprimant leur soutien sont les bienvenues. Aussi, si votre société souhaite nous transmettre une citation, merci de contacter Robin Knight à l'adresse [robin@wemeanbusinesscoalition.org](mailto:robin@wemeanbusinesscoalition.org).

**19. Q : Les entreprises peuvent-elles s'engager dans des campagnes de mobilisation au cours des prochaines semaines ? Quelles sont les possibilités ?**

**R :** We Mean Business Coalition a lancé un guide pour les entreprises en vue du G20. Ce guide ([G20 Business Toolkit](#)) présente les attentes du sommet du G20, les grandes étapes jusqu'au sommet, les recommandations sur les actions à mener, ainsi que les messages et les ressources pour les réseaux sociaux qui peuvent être déployés aux moments clés dans le but de peser sur les décisions politiques. Contenu du guide :

- Éléments de contexte politique
- Messages clés à amplifier

- Contenus pour les réseaux sociaux
- Opportunités pour les entreprises

We Mean Business Coalition organisera un webinaire en septembre pour présenter aux entreprises les possibilités qui leur sont offertes pour s'engager dans des campagnes de mobilisation autour de la lettre ouverte.

**20. Q : Comment savoir quelles sont les autres entreprises signataires de la lettre ouverte à ce jour et jusqu'à la publication ?**

R : [Cette page](#) sera régulièrement actualisée avec la liste à jour de tous les signataires.

À tout moment, si vous avez des questions spécifiques sur les signataires, veuillez contacter [policy@wemeanbusinesscoalition.org](mailto:policy@wemeanbusinesscoalition.org).

**21. Q : Qui est derrière cette lettre ?**

R : La lettre est préparée à l'initiative de We Mean Business Coalition avec le soutien de plusieurs ONG, groupes d'entreprises et associations dont la liste figure sur la page de signature.

**22. Q : Où puis-je en savoir plus sur les actions associées à la lettre ouverte ?**

R : We Mean Business Coalition prévoit d'organiser un webinaire à l'intention des entreprises et des organisations qui souhaitent en savoir plus sur cette lettre, la stratégie de lancement, les actions de communication et les campagnes médias. Les informations sur la date et la procédure d'inscription au webinaire seront communiquées prochainement.